

ÉPREUVE DE FORCE AU CACHEMIRE

*Une quatrième guerre indo-pakistanaise éclaterait
probablement à cause du Cachemire, territoire disputé de longue
date, et les belligérants feraient usage d'armes nucléaires.*

PAR SELIG S. HARRISON

LE 15 MAI 1990, ALORS QUE LE RISQUE D'UNE GUERRE NUCLÉAIRE DANS le Sud asiatique suscitait une inquiétude croissante, le président Bush décidait soudain d'envoyer une mission de haut niveau en Inde et au Pakistan. Elle avait à sa tête le vice-conseiller à la sécurité nationale, M. Robert Gates, principal spécialiste des affaires soviétiques à la Maison-Blanche, à qui M. Bush avait donné l'ordre d'abandonner les préparatifs de la prochaine rencontre au sommet entre les chefs d'État soviétique et américain et de quitter Moscou pour se rendre immédiatement à Islamabad et à New Delhi.

La raison de ce départ précipité de la mission Gates à un moment aussi inopportun pour Washington, ce sont des photos prises par satellite par la *National Security Agency* qui donnaient à penser que le Pakistan, alerté par des mouvements des troupes indiennes jugés menaçants, pouvait être en train de préparer une attaque préventive. Certains clichés montraient une circulation inhabituelle entre le centre de recherche nucléaire pakistanais de Kahuta et des terrains d'aviation où des *F-16* de fabrication américaine à capacité nucléaire sont basés. Quatre mois après la mission Gates, le danger d'une quatrième guerre entre l'Inde et le Pakistan est toujours sérieux. Mais la possibilité d'une explosion imminente a apparemment reculé, en partie grâce à l'intervention opportune de Robert Gates à Islamabad, puis de diplomates soviétiques à New Delhi.

L'influence américaine est beaucoup plus grande au Pakistan qu'en Inde parce qu'il y a longtemps que les États-Unis sont le premier fournisseur d'armes d'Islamabad. Dans les années 1950, aux fins de décourager une agression soviétique et chinoise, Washington a donné au régime d'Ayub Khan pour 1,2 milliard de dollars de matériel militaire. Quand cet arsenal a été utilisé contre l'Inde dans le conflit de 1965, les Américains ont cessé leur ravitaillement. Mais, en 1981, une nouvelle aide militaire chiffrée à 1,5 milliard de dollars était conclue, prix de la coopération d'Islamabad, par le territoire duquel les États-Unis ont fait transiter pour nettement plus que 2 milliards de dollars de matériel destiné à la résistance afghane entre 1980 et 1989. Puis, en 1986, Washington a rajouté 1,4 milliard de dollars et, depuis le retrait soviétique d'Afghanistan, continue de fournir des armes au Pakistan.

Selon des officiels américains et pakistanais, M. Gates a signifié aux Pakistanais que les États-Unis mettraient fin à leur aide et ne livreraient plus de pièces de rechange ni de munitions en cas de guerre, comme ils l'avaient fait en 1965. Plus important, il les a prévenus que Washington pourrait suspendre l'aide ou y mettre fin, sauf en cas de conflit, à moins que les services secrets d'Islamabad cessent d'aider les insurgés musulmans dans la vallée du Cachemire que l'Inde contrôle.

C'EST LE PAKISTAN QUI A PRÉCIPITÉ LA CRISE ACTUELLE EN APPROVISIONNANT les rebelles kasmiris en capitaux, en assurant leur entraînement et en leur livrant de plus en plus d'armes, ce qui a enflammé le patriotisme des Hindous, qui exigent que leur pays réponde par une action militaire totale. C'est en faisant la sourde oreille aux griefs légitimes des Kasmiris pendant les quarante dernières années que les Indiens ont, à n'en pas douter, favorisé la montée de l'insurrection. Mais New Delhi pouvait encore apaiser le jeu, jusqu'au moment où les services secrets pakistanais se sont mis, en 1988, à fournir des fusils *Kalashnikov*, des lances-roquettes, des mortiers et d'autres armes puisées dans les stocks de l'aide américaine aux Afghans.

Pour donner du poids à son avertissement, M. Gates a précisé que la législation américaine donnait déjà à son gouvernement plusieurs moyens de couper l'aide. Le Congrès a mis une condition à l'aide militaire, à savoir que le président certifie chaque année que le Pakistan ne «possède» pas

d'arme nucléaire. En dépit de preuves grandissantes à l'effet contraire, la Maison-Blanche a jusqu'ici fermé les yeux et donné tous les ans son feu vert au renouvellement de l'aide. M. Gates a prévenu les responsables militaires pakistanais qu'il devenait de plus en plus difficile au président américain de certifier que leur pays ne possédait pas d'arme nucléaire et qu'il suffirait, en outre, d'invoquer les lois anti-terroristes pour justifier la suspension ou la suppression de l'aide militaire.

Il est évident maintenant que le soutien pakistanais aux rebelles kasmiris a nettement diminué depuis la visite de M. Gates. L'Inde, pour sa part, a modéré son discours et retiré une partie de ses troupes de la zone frontalière suite aux pressions exercées par les Soviétiques et par les Américains. Bien que New Delhi ait développé un complexe militaro-industriel important au cours des dernières années, elle dépend encore beaucoup de Moscou pour les pièces détachées de son matériel militaire soviétique, notamment de ses avions *MiG*.

Le ministre des Affaires étrangères soviétiques, M. Chevardnadze, a mis en garde le Secrétaire d'État américain, M. Baker, lors de leur rencontre de Bonn, au mois de juin. Selon lui, toute entente manifeste de leurs deux pays quant à l'arrêt des livraisons d'armes ne ferait qu'exacerber les passions nationalistes en Inde comme au Pakistan. Cependant, a-t-il ajouté, sans menacer directement de cesser ses livraisons, Moscou avait vertement sermonné New Delhi et l'Inde avait bien conscience que l'Union soviétique pouvait trouver des excuses pour ralentir les envois d'armes essentielles en cas de conflit.

OUTRE LES PRESSIONS AMÉRICAINES, DEUX FACTEURS ONT CONTRIBUÉ À TEMPERER le soutien pakistanais au mouvement insurrectionnel kasmiri. D'une part, New Delhi a recommencé à aider secrètement les séparatistes de la province côtière méridionale pakistanaise clé, le Sind, pour prouver au Pakistan qu'à bon chat bon rat. L'Inde avait suspendu son aide aux groupes sindhis il y a deux ans en espérant qu'Islamabad cesserait d'attiser les mouvements rebelles du Pendjab et du Cachemire. Mais, lorsque les Pakistanais ont accru leur aide aux Kasmiris l'an dernier, les Indiens ont ravivé leurs opérations dans le Sind, tout en faisant savoir qu'ils étaient disposés à se retirer si Islamabad en faisait autant dans le Cachemire.

D'autre part, facteur plus important grâce auquel on empêchera peut-être une intensification des combats dans le Cachemire, il y a eu rupture entre les services secrets pakistanais et le principal groupe rebelle, le Front de libération, qui prône l'indépendance du Cachemire. Jusqu'à récemment, les services secrets soutenaient le Front et le *Hezbe Islami*, une coalition de factions fondamentalistes musulmanes favorables au rattachement du Cachemire au Pakistan. Mais un conflit qui couvait entre le Front et ses mentors pakistanais a maintenant éclaté au grand jour.

Islamabad, qui s'est toujours opposé à l'idée d'un Cachemire indépendant, continue d'insister pour que les Nations-Unies organisent un plébiscite qui permettrait à tous les Kasmiris de se prononcer pour le rattachement à l'Inde ou au Pakistan. Depuis qu'une ligne de cessez-le-feu a été tracée après la première guerre indo-pakistanaise, en 1948, l'État est divisé en secteurs placés sous administration indienne ou pakistanaise.

Le premier ministre pakistanais, Mme Benazir Bhutto, a déclaré en mai que l'indépendance risquait de déclencher une «balkanisation» du sous-continent en encourageant d'autres minorités des deux pays à demander elles aussi leur autonomie ou leur indépendance. Cette position cache une préoccupation stratégique. En effet, un Cachemire indépendant naîtrait-il